



CGT Finances Publiques Aveyron

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : TOUT LE MONDE PAIE !!

2.543 suppressions d'emplois à la Direction Générale des Finances Publiques (direction fusionnée du Trésor Public et des Impôts) en 2011.

Dans notre administration ce sont 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés.

15% des effectifs, soit plus de 20.000 emplois ont été supprimés depuis 2002.

Dans l'**Aveyron**, **17 emplois sont supprimés en 2011**, soit 3% des effectifs qui se rajoutent aux suppressions successives des années antérieures. 45 emplois ont disparu en 3 ans (9% des effectifs), quasi exclusivement dans les catégories d'exécution C et B.

Le niveau des suppressions d'emplois n'est plus supportable : dégradation du service rendu et des conditions de travail. Mutations, retraites, les départs du personnel ne sont pas remplacés. Le sous-effectif est devenu la norme dans la gestion du personnel.

A cela s'ajoute des signes de souffrance au travail mesurables dans bien des services, avec des conséquences graves déjà connues de la direction.

Les agents des Finances Publiques ne sont pas les seules victimes de cette politique organisée de démantèlement des services :

- contrôles de l'utilisation de l'argent public a minima (vos impôts !)
- allongement de durée de traitement des réclamations, des mises à jour de fichier (foncier, ...)
- multiplication des risques d'erreurs, de contentieux,...
- abandons décidés de certaines missions, ou imposés par les manques d'effectifs
- retard dans l'encaissement des recettes des collectivités locales
- dégradation de l'accueil des usagers et déshumanisation du traitement des dossiers
- augmentation importante des délais de paiement des fournisseurs des collectivités locales (artisans, entreprises...)
- industrialisation des procédures, multiplication des centres d'appel, d'encaissement, de traitement de toutes sortes, destructrices d'emplois et de qualité du service rendu
- disparition progressives des trésoreries de proximité (14 trésoreries supprimées en 10 ans en Aveyron), des centres d'impôts fonciers,...
- menaces de privatisation ou transfert de missions : gestion du domaine public aux agences immobilières, des fichiers immobiliers aux notaires, des collectivités et établissements publics (hôpitaux, HLM...)

**Aujourd'hui tout le monde paie la casse du service public financier :
usagers, collectivités locales, artisans, entreprises.**

Contact : cgt.012@dgfip.finances.gouv.fr

Ne pas jeter sur la voie publique